C. L'Organisation des Etats américains (OEA)

40. La structure pertinente de l'OEA comprend l'Inter-American Commission on Human Rights, l'Inter-American Commission of Women et l'Inter-American Indian Institute. L'American Convention on Human Rights est entrée en vigueur en 1978. Les secrétariats de la commission des droits humains, de la commission des femmes et de l'OEA elle-même, qui ont leur siège à Washington, offrent une modeste assistance technique pour le développement des institutions démocratiques et des droits humains. Des hauts fonctionnaires de ces secrétariats nous ont dit qu'ils accueilleraient favorablement l'idée d'une institution canadienne et souhaitaient collaborer avec elle. L'Inter-American Institute of Human Rights de San José au Costa Rica, est une institution académique autonome qui s'occupe d'analyses, d'éducation, de recherches et de promotion des droits humains. Son financement est assuré principalement par des sources américaines (AID et Fondation Ford) mais elle reçoit aussi des contributions du Canada (ACDI et CRDI), de la République fédérale d'Allemagne (Fondation Naumann) et du Venezuela. L'institut de San José dont un Canadien, Monsieur le Juge Walter Tarnopolsky, fait partie du conseil, serait un excellent contact pour une nouvelle institution canadienne.

D. Le Conseil de l'Europe, Strasbourg

41. La structure européenne qui nous intéresse comprend la Convention européenne des Droits de l'homme, la Cour européenne des Droits de l'homme et la Commission européenne des Droits de l'homme. Au mois d'octobre 1983, le Conseil de l'Europe organisait une conférence sur la démocratie parlementaire à laquelle ont participé vingt-six pays développés. Une deuxième conférence sur le même sujet aura lieu au mois de septembre 1987 à laquelle pays développés et pays en voie de développement seront invités. Cette pratique d'inclure des participants de pays en voie de développement dans ces débats a été adoptée au colloque de Strasbourg, au mois de juin 1986. Ce colloque sur la Démocratie et la démocratisation: un dialogue entre l'Europe et l'Amérique latine, a réuni quarante personnalités des deux continents.

E. L'Organisation de l'unité africaine (OUA)

42. La Charte africaine des droits de l'homme et des peuples est entrée en vigueur en 1986. Les chefs d'Etat et de gouvernement éliront, en 1987, une commission chargée de promouvoir les droits humains en Afrique et de voir à ce que les Etats participants observent les dispositions de la Charte. Au mois de janvier 1987, le gouvernement de la Gambie qui avait été l'initiateur de la Charte, approuvait la création d'un Centre africain pour la démocratie et les droits humains dont le mandat serait d'étudier les problèmes qui affectent les droits humains et